

ON S'ABONNE :

PARIS, rue du Croissant, 12.

DÉPARTEMENTS ET ALSACE-LORRAINE, chez les libraires, les directeurs de poste et de messageries, et aux Agences de la Société Générale.

ALLEMAGNE, dans les bureaux de poste et chez V. A. Ammel, libraire, rue Brûlée, 5, à Strasbourg.

ANGLETERRE, à Londres, chez MM. Delizy, Davies & Co, 1, Finch lane, Cornhill, et à l'Agence de la Société Générale, 88, Lombard street, E. C.

AUTRICHE, BELGIQUE, ESPAGNE, HOLLANDE, ITALIE et autres pays de l'Union postale, dans les bureaux de poste et chez les libraires.

LA PATRIE

PRIX D'ABONNEMENT :

PARIS : un an, 54 fr.; 6 mois, 27 fr.; 3 mois, 13 fr. 50
— Le numéro, 15 centimes.
DÉPARTEMENTS : un an, 64 fr.; 6 mois, 32 fr.; 3 mois, 16 fr.
— Le numéro, 20 centimes.

INSERTIONS :

ANNONCES, 1 fr. 50 la ligne.

Chez MM. Fauchey, Lafitte et Co

Place de la Bourse, 8

ET AU BUREAU DU JOURNAL, RUE DU CROISSANT, 12

Droit d'insertion réservé à la Rédaction.

LES MANUSCRITS DÉPOSÉS NE SONT PAS RENDUS

APRÈS BOURSE

QUATRE HEURES

	Hausse	Baisse
3 0/0	80 90	» 05 » »
3 0/0 amortiss. ..	82 50	» 25 » »
4 1/2 0/0 1883 ..	110 20	» 20 » »
Cons. anglais ..	99 5/8	1/16 » »
Italie	95 40	» 10 » »
Flor. autric. (or).	89 1/2	» 1/4 » »
Esp. Extér. nouv.	58 3/8	» 3/8 » »
Egyptien 6 0/0 ..	327 50	» 25 » »
Ch. Égyptiens ..	433 75	1 25 » »
Turc 4 0/0 (nouv.)	16 35	» 05 » »
Banque ottomane	522 50	» 1 25 » »

PARIS, 8 JUILLET

DERNIÈRES NOUVELLES

LES ÉVÉNEMENTS D'ANNAM

Le ministre de la guerre a reçu du général Courcy la dépêche suivante :

Huê, 7 juillet, 11 h. 35 soir.

Nous sommes les maîtres absolus. Les troupes ennemies sont débandées. Quelques incendies isolés se produisent autour de la légation et sur certains points de la capitale.

Le palais royal est toujours intact, grâce à la discipline exemplaire du bataillon du 3 zouaves qui l'a conquis et gardé. Il renferme de grandes richesses : cinq millions en barres d'argent, chiffre qui sera grandement augmenté si je trouve les barres en or; valeurs artistiques inappréciables.

J'attendrai des instructions. Je demande l'autorisation d'accorder croix et médailles en nombre supérieur à ma provision.

Signé : COURCY.

INTÉRIEUR

3 heures. — Le conseil général de la Seine vient de se réunir pour examiner la question des tramways Nord et Sud, qui sont aujourd'hui exploités par la Compagnie des omnibus.

La commission n'est pas d'avis d'accepter les traités passés à ce sujet, et elle invite l'administrateur à étudier les conditions dans lesquelles pourrait s'effectuer le rachat par le département des concessions accordées aux Compagnies des tramways Nord et Sud.

Telles sont les conclusions sur lesquelles le conseil général de la Seine aura à se prononcer.

Parmi les décorations qui seront accordées, au 14 juillet, sur la proposition du ministre de l'intérieur, on cite les suivantes : Au grade de commandeur : M. le docteur Roger, président de l'Association générale des médecins de France;

Au grade d'officier : MM. Mathurin Moreau, maire du 19^e arrondissement, et Gajewski, médecin oculiste.

Le ministre du commerce a chargé des médecins d'organiser des postes d'observations sur les routes d'Espagne à Foix, Toulouse et Perpignan.

EXTÉRIEUR

Londres, 8 juillet.

A la Chambre des communes, hier soir, sir M. Hicks Beach a fait une déclaration semblable à celle faite la veille aux lords par le marquis de Salisbury. M. Gladstone a appuyé la motion du chancelier et a ajouté qu'il croyait à un règlement amiable de la question algérienne avec la Russie.

Lord Churchill a remercié ensuite M. Gladstone de ses déclarations et a confirmé aussi que l'on pouvait espérer que les négociations avec la Russie se termineraient d'une façon satisfaisante pour l'Angleterre.

Un conseil des ministres se réunira aujourd'hui à midi.

Hier, lord Salisbury a eu une longue entrevue avec M. de Staal, ambassadeur de Russie, ainsi qu'avec M. Nigra, ambassadeur d'Italie.

Vienne, 8 juillet.

Le baron Wodianer, président du conseil d'administration des chemins de fer autrichiens, vient de mourir.

Le Caire, 7 juin.

Sir E. Baring est parti aujourd'hui pour l'Angleterre.

Saint-Petersbourg, 8 juillet.

Le Journal de Saint-Petersbourg, parlant des récentes déclarations de lord Salisbury concernant les négociations anglo-russes, s'exprime de la manière suivante :

« Nous ne ferons pas sur ce point des déclarations plus détaillées que celles de lord Salisbury, et il nous suffira d'exprimer le vœu que les négociations aboutissent à une entente. »

Londres, 8 juillet.

Lord Carnarvon, nouveau vice-roi d'Irlande, a fait son entrée solennelle à Dublin hier soir à six heures.

La réception à la gare a été enthousiaste. Lord Carnarvon et la comtesse se sont rendus en voiture découverte au château de Dublin.

Après une courte station au château, le vice-roi et la comtesse sont repartis pour « Vice regal Lodge » dans le Phoenix Park.

Le cortège a reçu un chaleureux accueil sur tout son parcours.

INFORMATIONS

Par suite de la nécessité de créer un service spécial pour les pays placés sous notre protectorat, le ministre des affaires étrangères a dû réorganiser les trois sous-directions politiques du quai d'Orsay.

Naguère, ces trois sous-directions étaient les suivantes : 1^e celle du Nord; 2^e celle du Midi et de l'Orient; 3^e celle de l'Amérique.

Désormais, la sous-direction de l'Amérique est supprimée, et l'ensemble de la direction de M. le baron de Ring comporte trois sous-directions.

1^e Sous-direction du Nord, comprenant la correspondance et les affaires politiques de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de la Grande-Bretagne, de la Russie, de la Belgique, du Danemark, des Pays-Bas, de la Suède et de la Norvège, ainsi que de la Suisse. On y adjointra tout ce qui concerne l'Amérique du Nord.

2^e La sous-direction du Midi et de l'Orient aura dans ses attributions le Saint-Siège, l'Espagne, l'Italie, la Turquie, la Grèce, le Monténégro, le Portugal, la Roumanie, la Serbie, le Maroc et la Perse. On y adjointra les affaires de l'Amérique Centrale et de l'Amérique du Sud.

3^e Enfin, la troisième sous-direction qui, comme nous l'avons dit, portera le nom de sous-direction de l'extrême-Orient, des colonies étrangères et des pays placés sous le protectorat de la France, s'occupera de la Chine, de l'Indo-Chine, du Japon, de l'Annam et du Tong-King.

Le prince de Hohenlohe, ambassadeur d'Allemagne, sera de retour à Paris lundi prochain.

LES CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT

Le budget des chemins de fer de l'Etat est venu hier en ordre de discussion à la Chambre des députés.

Nous l'anticipons pas sur ce que nos lecteurs trouveront plus loin de cette discussion et des arguments développés pour ou contre au cours du débat.

Les différents chapitres de dépenses du budget des chemins de fer de l'Etat ont, en effet, été votés, et ce n'est d'ailleurs pas une assemblée à la veille de disparaître qui pouvait examiner à fond et résoudre la grave question du maintien ou de l'abandon du réseau d'Etat.

Ce que nous voulons simplement signaler ici, c'est l'étrange et le moins étrange appui qu'il a rencontré hier dans M. de La Porte.

M. Wilson est député d'une région que traversent plusieurs lignes des chemins de fer de l'Etat, et nul n'ignore que, grâce à l'influence dont il jouit comme gendre du président de la République, il trouve à caser dans ces chemins de fer nombre de ses électeurs et de ses protégés.

Le Trésor public entretenant à grands frais le réseau en question, on voit que M. Wilson, en homme trop habile, a su trouver le moyen de faire payer directement ses faveurs par les contribuables.

Lors donc que le même M. Wilson vient prétendre que les chemins de fer de l'Etat fonctionnent « à la grande satisfaction », nous ne saurions nous dispenser d'observer que ce fonctionnement a lieu surtout à sa grande satisfaction personnelle, et cette considération eût dû tout au moins l'engager hier à s'abstenir.

Quant à M. de La Porte, ce gendre de M. Allain-Targé étant administrateur des chemins de fer de l'Etat et touchant pour cela de lucratifs jetons de présence, son avis en la circonstance ne peut être également qu'intéressé et suspect.

M. de La Porte, au surplus, ne s'est guère mis en peine de respecter la vérité, alors qu'il a dit :

« Le réseau de l'Etat rapporte plus de 4 millions. »

On croirait, à l'entendre, qu'il s'agit de 4 millions de bénéfice net.

Mais point.

Le réseau de l'Etat ayant coûté, en rachats et en constructions de lignes, une somme ronde de 525 millions, les 4 millions de produit dont parle M. de La Porte ne représentent pas même 1 pour 100 de la dépense effectuée.

Voilà vraiment pour l'Etat une avantageuse opération financière; et, plutôt que de mettre en avant ses 4 millions, M. de La Porte eût beaucoup mieux fait de se taire.

DE L'AUDACE !

Oui, sans doute, il est des circonstances où un aventurier peut imposer à quelques-uns avec de l'audace, encore de l'audace et toujours de l'audace.

Mais cela n'a qu'un temps.

Le jour où l'aventurier a perdu la corde, quand son masque a été arraché et que la conscience publique a jugé ses actes, — c'en est fait de lui, et il n'y a plus d'audace qui tienne.

C'est pourquoi l'on ne peut que rire maintenant de la tentative désespérée de l'opportunisme cherchant à se réhabiliter, et confiant à la République française le soin de créer une légende en faveur de la fameuse « politique coloniale », ce premier péché mortel des Gambetta et des Ferry.

Venir nous dire que c'est l'esprit de parti qui a rendu odieuse cette politique

néfaste, n'est qu'une grossière plaisanterie.

Il n'y a pas d'esprit de parti quand l'honneur et l'intérêt de la France sont en jeu. — Il y a l'esprit public, et voici ce qu'il répond aux pédales et creuses déclamations de la République française :

Il n'est pas vrai que votre « politique coloniale » soit l'expansion coloniale de la France, puisque votre ministre des affaires étrangères a avoué devant une commission de la Chambre que la question des avantages commerciaux avait été laissée de côté dans les négociations du traité franco-chinois.

Il est exact, par contre, et quoique vous en disiez, que votre politique n'est qu'une politique de conquête et d'aventures : car n'est-ce pas une forme de conquête que le protectorat ? Et n'est-ce pas courir les aventures, que d'entreprendre des expéditions comme celles de la Tunisie et du Tong-King, sans renseignements sur le pays et sur les ennemis, comme sans but avoué ?

Il est faux, enfin, que vous ayez eu pour attitude de « châtier les trahisons, les perfidies : de venger nos soldats tombés dans les guet-apens ». Vous avez mal châté, mal vengé, mal conduit la campagne, et finalement vous avez subi toutes les exigences de la Chine.

Votre politique coloniale est jugée par le pays : c'est une politique fatale et ruineuse.

Vous aurez beau faire, l'opinion est éclairée sur votre compte, et l'opportunisme est méprisé, fêtré et condamné.

LA FIN DE L'OPPORTUNISME

La journée de lundi, qui a vu l'effondrement de M. Jules Ferry, a fait d'autres victimes : un système de gouvernement a été condamné avec lui ; une faction politique qui s'incarnait en lui a disparu pour toujours ; l'opportunisme a été frappé à mort. En vain a-t-il essayé d'échapper au châtiment en faisant tête à la justice : l'heure des bravades insolentes et des impudences heureuses était passée. M. Jules Ferry l'a senti le premier lorsque, secoué par la violence désespérée des siens qui se sentaient sombrer et ne voulaient pas mourir, il n'a pu opposer à leur sommation que son affaissement de cadavre et s'est enseveli dans le silence de la mort. Il sentait alors tous les crimes, toutes les scélératesses, toutes les basses ruses, toutes les malhonnêtetés de sa politique peser sur lui et l'écraser; et maintenant il est à terre, avec sa famille politique, encombrant la rue de restes destinés au tombeau.

Quel que soit l'avenir qui s'ouvre après sa disparition, la fin de l'opportunisme sera pour tous les partis un véritable soulagement, pour le pays tout entier une raison d'espérer. Il ne s'est jamais rien vu de pire en France que cette malaisante et basse tyrannie. Ce fut proprement une école de dépravation gouvernementale. Il aura passé sans laisser derrière lui ni une idée féconde, ni un principe salutaire, ni une loi bienfaisante, ni un souvenir honorable. Il n'y a dans son histoire qu'une effraction systématique de tous les principes et de toutes les lois, qu'une exploitation bestiale des passions les plus mesquines et des appétits les plus bas de l'espèce politique dont il émanait. Il aura régné pendant plusieurs années sur la France de Henri IV, de Louis XIV et de Napoléon, comme une bande de reîtres sur une ville prise d'assaut, par les mêmes moyens et pour la même fin. Persécution contre tout ce qui le gênait, et rapaille pour lui; voilà toute sa physiologie.

Quand on fera l'histoire de la sinistre période que nous venons de traverser avec lui, on dira qu'il s'est rencontré un régime qui a endetté la France de plusieurs milliards en quelques années, inauguré le déficit à l'état permanent, et désormais presque incurable, dans nos finances; gaspillé la fortune nationale en dépenses insensées; mené systématiquement le plus prospère, le plus économique et le plus riche pays du monde à la misère et à la ruine; désorganisé l'administration générale de l'Etat, pour y introduire à tous les degrés le népotisme et le cumul; opprimé les consciences, avili les mœurs publiques, asservi la justice, chassé l'humanité de l'hôpital, le prêtre de l'école, le magistrat du prétoire; isolé son pays, par l'ineptie de sa politique, du reste du monde; amené contre lui la suspicion; ou la haine de l'étranger; engagé notre fortune dans les expéditions les plus folles et les plus désastreuses, éparpillé nos forces sur tous les rivages et sollicité la guerre par tous les côtés; un régime, en un mot, qui a réduit ce malheureux pays, dont le libre et bienfaisant génie rayonnait naguère sur le monde, à un état de déresse universelle qu'il n'a plus ni paix, ni repos, ni liberté, ni honneur, ni argent, ni crédit, ni respect, ni sympathies, ni sécurité. Ce régime, c'est l'opportunisme que personnifiait M. Jules Ferry et qui vient de tomber avec lui.

Le soulagement patriotique que nous éprouvons ne nous fait aucunement illusion sur les qualités gouvernementales de ses successeurs présumés. Mais quels qu'ils soient, radicaux, socialistes, autonomistes, possibilistes, collectivistes, anarchistes ou simplement aliénés, leur fantaisie délirante ne nous sera jamais aussi dure que la servitude à laquelle nous venons d'échapper. L'insolence des formes jointe à la violence du caractère et à la bassesse de l'action prêtait une physiologie spécialement repugnante à l'opportunisme, et c'est par là qu'il est plutôt une honte qu'un accident dans notre histoire. Qu'on imagine une valetaille devenues subitement maîtres, on aura un régime à peu près semblable à la domination opportuniste. Il s'inspirera des mêmes mobiles et l'exercera dans la même forme.

Cependant ses créatures décapitées s'agitent furieusement à terre comme les tronçons coupés d'un ver, et jusqu'aux élections on les verra travailler de concert à reconstituer le monstre. C'est à nous, à tous ceux qui, sans distinction de parti, partageant la patriotique et généreuse horreur de sa domination, qu'il appartient de rendre vaines ses tentatives de résurrection. Il faut que la justice qui vient de le frapper se repere dans toute la province, et que la presse indépendante s'attache à marquer ses complices et ses candidats de la même note d'infamie. Il faut que la majorité de M. Jules Ferry, la majorité du Tong-King, comme on commença à l'appeler parlait, soit vouée par tous les moyens de propagande, à l'exécration universelle; et qu'il ne reste de cette invasion qu'un souvenir abhorré.

L'autre jour, nous nous élevions contre l'insanité du décret anticholérique interdisant l'entrée des légumes et des fruits venant d'Espagne, alors que les Espagnols arrivaient par milliers à Bordeaux, à Toulouse, etc.

Le gouvernement vient de donner un pendant à son décret sur les légumes : il s'appellera le décret des logeurs.

Aux termes de ce décret, toute personne logeant des voyageurs venant d'Espagne est tenue d'en faire la déclaration à la mairie de la commune.

Cette obligation a été décidée sur l'avis du comité de direction des services de l'hygiène.

Les habitants des villes frontalières peuvent dormir tranquilles, n'est-ce pas vrai, et voilà une excellente mesure contre l'introduction de l'épidémie par la contagion !

Le ministre de la marine et des colonies a adressé à M. le vice-amiral de Dompierre d'Hornoy, président du Comité pour le monument de l'amiral Courbet, la lettre suivante :

Mon cher amiral, J'avais la conviction que vous ne pourriez rendre à la mémoire de l'amiral Courbet l'honneur qu'il méritait qu'en faisant de la formation d'un comité de souscription pour lui élever un monument, un acte de patriotisme en dehors de toute politique.

Vous aviez le même sentiment; c'est pourquoi j'ai accepté la présidence d'honneur que vous m'avez offerte au nom du comité.

Je vous saisis donc de ce grand et noble acte, dans votre lettre du 5 juillet, l'intention de nos appréciations, et de renouveler les assurances qui donnent une dernière sanction à notre commune pensée et grandissent l'œuvre dont les honorables membres du comité ont pris l'initiative.

Vous me demandez dans la même lettre l'autorisation de recueillir, dans les différents corps de la marine, des souscriptions en vue de l'érection projetée du monument à la mémoire du vaillant amiral. Je m'empresse de vous faire savoir que je donne très volontiers cette autorisation et que j'adresse, en conséquence, des instructions à tous les chefs de corps.

Les souscriptions seront individuelles; les offrandes seront versées individuellement.

Pour faciliter la réunion et l'envoi à Paris, au comité central, des sommes qui seront versées par le personnel du département de la marine, en France, dans nos colonies ou à l'étranger, je vais prescrire les dispositions nécessaires pour que tous ces versements soient centralisés par le trésorier général des invalides de la marine, qui en remettra le montant à l'établissement financier que vous me désignerez.

Agitez, mon cher amiral, les nouvelles assurances de ma haute considération.

Signé : GALIBER.

LA TRAHISON DE HUÊ

Les commentaires sur le guet-apens de Huê continuent. Voici celui du correspondant anglais du Journal des Débats :

La nouvelle venue de Paris que le général de Courcy a été attaqué à Huê dans la nuit du 5 au 6 juillet, par la garnison française, vient de ramener l'attention des hommes politiques et des diplomates sur le Tong-King et le traité avec la Chine. L'attaque dirigée contre le général français semble confirmer l'opinion des gens qui connaissent le mieux la question, dont l'avis a toujours été que la France sera obligée d'entretenir au Tong-King et dans l'Annam des forces considérables sans lesquelles il lui sera impossible de se maintenir dans le pays.

Cet avis a toujours été le nôtre, et malheureusement les événements sont venus nous donner complètement raison.

Le dernier télégramme nous apprend que le général de Courcy a mis à prix la tête du ministre de la guerre. Faut-il en conclure que le général n'a pas tremé dans le complot, ou bien ce triste personnage se croit-il assez fort pour continuer le jeu qu'il n'a cessé de pratiquer ?

Ici, l'opinion générale est que le général de Courcy aurait dû faire fusiller immédiatement le général, les mandarins et tous ceux qui ont trempé dans cette odieuse trahison.

Ce Nguyen-Van-Thuong est un affreux coquin qui a mérité — les faits l'ont démontré — vingt fois le dernier supplice.

Après la mort de l'empereur Tu-Duc, Thuong a renversé son successeur, Duc-Duc, l'a emprisonné et fait mourir de faim dans son cachot; il a empoisonné également son successeur, Hoa, et comme le poison n'agissait pas assez vite, il l'a fait égorger. Un troisième roi, enfant timide et maladif, est mort de terreur sous sa tutelle. C'est le quatrième roi que Thuong a fait couronner sous le nom de Nam-Nghi, qui s'est enfui avec sa mère.

En voyant l'insuccès du guet-apens qu'il avait ourdi contre les troupes françaises, Thuong a probablement essayé de sauver sa vie en mettant sur le compte du ministre de la guerre, Thu-Yet, qui est en fuite, le complot avorté dans la nuit du 5 juillet.

Le commandant en chef a pensé évidemment qu'en forçant le général à faire officiellement amende honorable, il ruinerait à jamais l'influence de ce sinistre personnage.

Ce moyen est hasardeux et il est douteux qu'il réussisse.

La Chine s'est interdite, par le traité de Tien-Tsin, de se mêler d'une façon quelconque des affaires de l'Annam. La France est donc libre de déchirer le traité de Huê, signé l'année dernière, et d'en imposer un autre aux Annamites, sans que le Gêléste-Empire y puisse contredire.

Malheureusement, on sait ce que valent les engagements de la Chine.

Les journaux républicains commettent en ce moment une mauvaise action : quelques-uns d'entre eux font déjà remonter la responsabilité de la trahison sur le général de Courcy; un peu plus ils démanderaient sa mise en accusation.

Les courables — par incurie — ce sont nos résidents à Huê. Quoi, les Annamites ont pu rassembler 30,000 hommes, ourdir une conspiration en vue d'égorger tous nos soldats, préparer la fuite du roi;

et ces résidents n'ont rien vu, rien pressenti ! Ils n'ont même pas pu dire au général : « Prenez garde, il se passe quelque chose ! »

Mais ne nous hâtons pas de porter un jugement, et attendons les explications et les éclaircissements.

En attendant, nouveaux sacrifices d'hommes et d'argent : voilà le résultat de notre protectorat sur l'Annam.

LE MONUMENT DE L'AMIRAL COURBET

Le ministre de la marine et des colonies a adressé à M. le vice-amiral de Dompierre d'Hornoy, président du Comité pour le monument de l'amiral Courbet, la lettre suivante :

Mon cher amiral, J'avais la conviction que vous ne pourriez rendre à la mémoire de l'amiral Courbet l'honneur qu'il méritait qu'en faisant de la formation d'un comité de souscription pour lui élever un monument, un acte de patriotisme en dehors de toute politique.

Vous aviez le même sentiment; c'est pourquoi j'ai accepté la présidence d'honneur que vous m'avez offerte au nom du comité.

Je vous saisis donc de ce grand et noble acte, dans votre lettre du 5 juillet, l'intention de nos appréciations, et de renouveler les assurances qui donnent une dernière sanction à notre commune pensée et grandissent l'œuvre dont les honorables membres du comité ont pris l'initiative.

Vous me demandez dans la même lettre l'autorisation de recueillir, dans les différents corps de la marine, des souscriptions en vue de l'érection projetée du monument à la mémoire du vaillant amiral. Je m'empresse de vous faire savoir que je donne très volontiers cette autorisation et que j'adresse, en conséquence, des instructions à tous les chefs de corps.

Les souscriptions seront individuelles; les offrandes seront versées individuellement.

Pour faciliter la réunion et l'envoi à Paris, au comité central, des sommes qui seront versées par le personnel du département de la marine, en France, dans nos colonies ou à l'étranger, je vais prescrire les dispositions nécessaires pour que tous ces versements soient centralisés par le trésorier général des invalides de la marine, qui en remettra le montant à l'établissement financier que vous me désignerez.

Agitez, mon cher amiral, les nouvelles assurances de ma haute considération.

Signé : GALIBER.

Dans plusieurs quartiers de Paris, on se coiffe pour préparer des couronnes destinées aux obsèques de l'amiral Courbet.

Après la lettre du ministre de la marine, il ne doit plus rester d'hésitation chez personne; c'est par une manifestation nationale que les cendres de l'amiral Courbet seront reçues en France; il faut donc que la France entière couvre de fleurs, de palmes et de lauriers le cercueil de l'illustre marin, et que tous les Français souscrivent au monument qui doit perpétuer sa mémoire.

Nous publions au premier jour une nouvelle liste de souscription.

ÉCHOS

LA TEMPÉRATURE

SITUATION GÉNÉRALE AU 8 JUILLET

En France, le temps va rester beau et chaud; toutefois, à l'entrée de la Manche quelques pluies sont probables.
A Paris, le temps est très beau.

SITUATION PARTICULIÈRE AUX PORTS FRANÇAIS

MANCHE. — Vent faible; mer belle.
Océan. — Vent faible; mer belle.
MÉDITERRANÉE. — Vent faible; mer belle.

Aujourd'hui, 8 juillet, le thermomètre centigrade de l'ingénieur Quélin, 1, rue de la Bourse, marquait :

A sept heures du matin + 13 1/2
A onze heures du matin + 25 2/5
A une heure du soir + 28 2/5
Température la plus basse de la nuit + 16 5/8

Le baromètre est à 765 millimètres.

Le Journal officiel publie le décret suivant :

Est nommé chevalier de la Légion d'honneur, Steenackers (François-Frédéric), commissaire général des chemins de fer, ancien directeur général des télégraphes et des postes de la Défense nationale; services rendus pendant la guerre de 1870-1871. Titres exceptionnels.

Le personnage dont s'agit a été l'objet d'une étude biographique spéciale dans la Patrie; nous avons reproduit, d'après ses dépositions faites devant la commission d'enquête relative aux actes de gouvernement de la Défense nationale, les faits et gestes de cet homme que Gambetta reniait. Ces faits et gestes le vouaient au mépris des vrais patriotes.

hémorragie s'étant déclarée, les médecins ont été d'avis que le combat ne pouvait continuer sans inégalité pour M. Ruhlère.

M. Julien Hayem écrit à l'Événement, pour raconter à son tour l'altercation qui a eu lieu l'autre soir à la sortie du Palais-Royal, et en conclut que son honneur n'est pas en jeu parce qu'il lui a plu de refuser un duel commencé la veille par un pugilat.

Il se peut que les chemins jugent ce système de réparation suffisant. Mais, dans un certain monde, il est d'usage de terminer sur un autre terrain que sur la voie publique des incidents de cette nature.

La séance du Sénat

Séance du 7 juillet

Présidence de M. Magnin

Le ministre des affaires étrangères a déposé sur le bureau du Sénat le projet de loi autorisant le président de la République à ratifier le traité conclu à Tien-Tsin, le 9 juin 1885, entre la France et la Chine.

L'urgence a été déclarée et le projet de loi renvoyé aux bureaux.

La convention égyptienne a été mise en suite sur le tapis, malgré la demande d'ajournement introduite par M. de Gavardie. — On nous cache quelque chose ! s'est écrié le sénateur des Landes.

M. de Freycenet, ministre des affaires étrangères, a répondu qu'il n'y avait rien de caché ni à cacher. La convention est parfaitement conforme aux intérêts politiques et financiers de la France. Quand l'Angleterre a repris les pourparlers qui n'avaient pas abouti en 1884, elle a demandé qu'on lui laissât l'emprunt s'effectuer sous sa seule garantie. Mais les puissances, préférant cette exploitation, vous ont en mesure de porter ces insuffisances à un compte d'attente, de façon à le mettre en regard des bénéfices futurs qui vous permettraient d'extirper le remboursement des garanties. D'ailleurs, lors du rachat des chemins de fer, cette somme figurera toujours à votre actif.

Pour les chemins de fer de l'Etat, il n'en est pas de même. Et c'est pourquoi lorsque vous avez voté les conventions, vous avez manqué de légèreté en conservant une exploitation de chemin de fer par l'Etat. Sans cette exploitation, vous seriez en mesure de supprimer le budget extraordinaire.

L'orateur a fait encore cette observation que, pour établir cet excédent de recettes de 2 millions et demi, il fallait négliger cette petite bagatelle des 500 millions de dépenses de premier établissement. De l'intérêt et de l'amortissement de ce capital, il n'est aucunement question. Neuf cents millions produiraient deux millions et demi d'intérêt. C'est encore un de ces placements de la République.

Le directeur général des chemins de fer, M. Picard, a eu une agréable expression pour justifier la confusion de tous les chapitres en un seul. Il s'agit, a-t-il dit, de donner de l'élasticité au budget du réseau de l'Etat. Pourquoi ne pas appliquer ce système au budget tout entier ? L'élasticité du chapitre de 3 milliards serait complète. Le vote du budget par chapitres a été considéré, en d'autres temps, comme une conquête de l'opinion libérale. Il fut rétabli à la fin de l'Empire. Il paraît que c'était un erreur, et qu'on ne connaissait pas les besoins d'élasticité qui se révélaient aujourd'hui.

Le commissaire du gouvernement a poussé plus loin que le rapporteur l'apothéose du réseau d'Etat, qui est le modèle de toutes les vertus et de tous les progrès. Il a malheureusement invoqué, à l'appui de sa thèse, l'exemple des pays qui jouissent aussi d'un réseau d'Etat. M. le baron de Soubeyran a répondu à cet argument :

L'honorable orateur du gouvernement a dit que l'exploitation des chemins de fer par l'Etat avait donné en Italie de bons résultats. Ces résultats ont été si mauvais que l'Italie vient de confier tous ses chemins de fer à l'industrie privée.

Quant à la Belgique, il a été établi que les insuffisances de son budget datent du jour où l'exploitation des chemins de fer a été confiée à l'Etat.

Avec l'exploitation par l'Etat, les questions économiques sont en perpétuelle ébullition, et ont une influence, souvent fâcheuse, et sur le tracé des lignes et sur le nombre des trains.

On a lu à ce sujet, ici même, les déclarations des hommes d'Etat belges les plus considérables.

L'exploitation des chemins de fer par l'Etat a obligé la Belgique à augmenter ses dépenses en permanence. Cette perspective ne vous effraye pas. Moi, je ne partage pas votre sentiment, et je crois que la Belgique et la France feraient bien de suivre l'exemple de l'Italie.

Quant à l'Allemagne, elle a obtenu avant tout la collaboration des industriels allemands à l'exploitation des chemins de fer. L'Allemagne a voulu d'abord organiser des réseaux stratégiques, puis favoriser son industrie au détriment des produits étrangers.

Nous verrons dans quelques années si ce système donnera tout ce qu'on en attend. Mais, à cette heure, l'industrie allemande, malgré ses abaissements de tarifs, est obligée de lutter avec des concurrents qui amènent en Allemagne les mêmes souffrances que nous subissons en France.

Repondant ensuite à cette observation que le crédit de l'Etat était supérieur à celui des Compagnies, l'orateur a ajouté :

Si ce crédit se présente aujourd'hui dans des conditions favorables, vous le devez aux conventions. Vous améliorerez encore ce crédit si vous vous épargnez la peine de vous procurer les sommes considérables dont vous avez besoin pour faire face aux dépenses des chemins de fer de l'Etat.

Il n'est pas indifférent pour un pays de réduire le nombre de ses emprunts. Or, pour les affaires du Tong-King et pour vos chemins de fer, vous serez obligés d'emprunter 240 millions par an.

M. le comte de Kergorlay a demandé : 1° que les 4,500,000 fr. des travaux complémentaires fussent portés au budget du réseau ; 2° que les dépenses d'exploitation, au lieu d'être confondues dans un seul chapitre de 23 millions, fussent divisées en cinq chapitres. On comprend aisément que ce gros chapitre unique de 23 millions est mis là pour empêcher le contrôle parlementaire d'exercer efficacement, et pour donner les coudecs-francs à toutes les fantaisies de l'administration.

Le rapporteur, M. Charles Ferry, s'est plaint qu'on montrait tant d'animadversion pour ce pauvre réseau d'Etat. Il s'est étonné qu'il fit tant de bruit pour un compte de quelques millions de francs.

M. le baron de Soubeyran est intervenu dans le débat. Le budget de 1885 se présentait avec un petit excédent de 2 millions et demi, il suffisait du moins de mécompte dans les produits du réseau de l'Etat pour détruire ce fragile équilibre.

Une des premières causes de la mauvaise administration du réseau d'Etat, c'est le manque de suite dans la direction.

Chaque ministre, dit l'orateur, a son système, chaque directeur a ses théories qu'il cherche à faire prévaloir.

Cela est si vrai que cette administration a été l'objet de critiques très sévères de la part de la commission du budget. Lorsque, le 6 juin dernier, le rapport de M. Hervé-Mangon, aujourd'hui ministre de l'Agriculture, venait en discussion, pourquoi n'avons-nous pas appelé votre attention sur ces critiques ? Les justes et très sévères ?

C'est parce que nous espérons que la discussion du budget des chemins de fer de l'Etat ne tarderait pas à venir devant vous, et que nous pensions que le gouvernement tiendrait à se disculper des reproches que lui adressait le rapport.

M. Hervé-Mangon démontrait combien étrangement on s'était trompé dans l'évaluation des recettes.

Il critiquait l'époque tardive du dépôt du budget supplémentaire, et voit ce qui, au lieu de nous servir, nous reste à exprimer le vif regret que l'administration ait eu devoir engager des dépenses supplémentaires aussi considérables avant d'avoir obtenu les ressources nécessaires pour les acquiescer ; qu'elle ait augmenté les traitements et les cadres de son personnel sans avoir sollicité les crédits nécessaires et, enfin, qu'elle ait attendu les derniers jours de l'année pour faire connaître à la Chambre une situation fautive à constater depuis longtemps et que la plus simple prévoyance eût empêchée de devenir aussi grave.

La commission du budget appelle la plus sérieuse attention de M. le ministre des travaux publics sur les observations précédentes, et lui demande de prendre les mesures les plus énergiques pour éviter à l'avenir le retour d'errements aussi regrettables et de nature à engager gravement la responsabilité ministérielle.

C'est nous réservant de ces observations que la commission du budget avait approuvé les crédits supplémentaires.

Malgré ces critiques véhémentes de M. Hervé-Mangon, ces fâcheux errements administratifs ont continué de plus belle. M. le baron de Soubeyran, après l'avoir démontré, a répondu à cette objection que les mêmes mécomptes se présentaient dans l'exploitation des autres Compagnies.

On nous dit que les mêmes mécomptes se rencontrent dans l'industrie privée et que les insuffisances de recettes, en présence de garanties d'intérêt, portent également atteinte aux ressources de l'Etat.

Je réponds que vous avez la possibilité de porter ces insuffisances à un compte d'attente, de façon à le mettre en regard des bénéfices futurs qui vous permettraient d'extirper le remboursement des garanties. D'ailleurs, lors du rachat des chemins de fer, cette somme figurera toujours à votre actif.

Pour les chemins de fer de l'Etat, il n'en est pas de même. Et c'est pourquoi lorsque vous avez voté les conventions, vous avez manqué de légèreté en conservant une exploitation de chemin de fer par l'Etat. Sans cette exploitation, vous seriez en mesure de supprimer le budget extraordinaire.

L'orateur a fait encore cette observation que, pour établir cet excédent de recettes de 2 millions et demi, il fallait négliger cette petite bagatelle des 500 millions de dépenses de premier établissement. De l'intérêt et de l'amortissement de ce capital, il n'est aucunement question. Neuf cents millions produiraient deux millions et demi d'intérêt. C'est encore un de ces placements de la République.

Le directeur général des chemins de fer, M. Picard, a eu une agréable expression pour justifier la confusion de tous les chapitres en un seul. Il s'agit, a-t-il dit, de donner de l'élasticité au budget du réseau de l'Etat. Pourquoi ne pas appliquer ce système au budget tout entier ? L'élasticité du chapitre de 3 milliards serait complète. Le vote du budget par chapitres a été considéré, en d'autres temps, comme une conquête de l'opinion libérale. Il fut rétabli à la fin de l'Empire. Il paraît que c'était un erreur, et qu'on ne connaissait pas les besoins d'élasticité qui se révélaient aujourd'hui.

Le commissaire du gouvernement a poussé plus loin que le rapporteur l'apothéose du réseau d'Etat, qui est le modèle de toutes les vertus et de tous les progrès. Il a malheureusement invoqué, à l'appui de sa thèse, l'exemple des pays qui jouissent aussi d'un réseau d'Etat. M. le baron de Soubeyran a répondu à cet argument :

L'honorable orateur du gouvernement a dit que l'exploitation des chemins de fer par l'Etat avait donné en Italie de bons résultats. Ces résultats ont été si mauvais que l'Italie vient de confier tous ses chemins de fer à l'industrie privée.

Quant à la Belgique, il a été établi que les insuffisances de son budget datent du jour où l'exploitation des chemins de fer a été confiée à l'Etat.

Avec l'exploitation par l'Etat, les questions économiques sont en perpétuelle ébullition, et ont une influence, souvent fâcheuse, et sur le tracé des lignes et sur le nombre des trains.

On a lu à ce sujet, ici même, les déclarations des hommes d'Etat belges les plus considérables.

L'exploitation des chemins de fer par l'Etat a obligé la Belgique à augmenter ses dépenses en permanence. Cette perspective ne vous effraye pas. Moi, je ne partage pas votre sentiment, et je crois que la Belgique et la France feraient bien de suivre l'exemple de l'Italie.

Quant à l'Allemagne, elle a obtenu avant tout la collaboration des industriels allemands à l'exploitation des chemins de fer. L'Allemagne a voulu d'abord organiser des réseaux stratégiques, puis favoriser son industrie au détriment des produits étrangers.

Nous verrons dans quelques années si ce système donnera tout ce qu'on en attend. Mais, à cette heure, l'industrie allemande, malgré ses abaissements de tarifs, est obligée de lutter avec des concurrents qui amènent en Allemagne les mêmes souffrances que nous subissons en France.

Repondant ensuite à cette observation que le crédit de l'Etat était supérieur à celui des Compagnies, l'orateur a ajouté :

Si ce crédit se présente aujourd'hui dans des conditions favorables, vous le devez aux conventions. Vous améliorerez encore ce crédit si vous vous épargnez la peine de vous procurer les sommes considérables dont vous avez besoin pour faire face aux dépenses des chemins de fer de l'Etat.

Il n'est pas indifférent pour un pays de réduire le nombre de ses emprunts. Or, pour les affaires du Tong-King et pour vos chemins de fer, vous serez obligés d'emprunter 240 millions par an.

M. le comte de Kergorlay a demandé : 1° que les 4,500,000 fr. des travaux complémentaires fussent portés au budget du réseau ; 2° que les dépenses d'exploitation, au lieu d'être confondues dans un seul chapitre de 23 millions, fussent divisées en cinq chapitres. On comprend aisément que ce gros chapitre unique de 23 millions est mis là pour empêcher le contrôle parlementaire d'exercer efficacement, et pour donner les coudecs-francs à toutes les fantaisies de l'administration.

Le rapporteur, M. Charles Ferry, s'est plaint qu'on montrait tant d'animadversion pour ce pauvre réseau d'Etat. Il s'est étonné qu'il fit tant de bruit pour un compte de quelques millions de francs.

M. le baron de Soubeyran est intervenu dans le débat. Le budget de 1885 se présentait avec un petit excédent de 2 millions et demi, il suffisait du moins de mécompte dans les produits du réseau de l'Etat pour détruire ce fragile équilibre.

Une des premières causes de la mauvaise administration du réseau d'Etat, c'est le manque de suite dans la direction.

Chaque ministre, dit l'orateur, a son système, chaque directeur a ses théories qu'il cherche à faire prévaloir.

Cela est si vrai que cette administration a été l'objet de critiques très sévères de la part de la commission du budget. Lorsque, le 6 juin dernier, le rapport de M. Hervé-Mangon, aujourd'hui ministre de l'Agriculture, venait en discussion, pourquoi n'avons-nous pas appelé votre attention sur ces critiques ? Les justes et très sévères ?

C'est parce que nous espérons que la discussion du budget des chemins de fer de l'Etat ne tarderait pas à venir devant vous, et que nous pensions que le gouvernement tiendrait à se disculper des reproches que lui adressait le rapport.

M. Hervé-Mangon démontrait combien étrangement on s'était trompé dans l'évaluation des recettes.

Il critiquait l'époque tardive du dépôt du budget supplémentaire, et voit ce qui, au lieu de nous servir, nous reste à exprimer le vif regret que l'administration ait eu devoir engager des dépenses supplémentaires aussi considérables avant d'avoir obtenu les ressources nécessaires pour les acquiescer ; qu'elle ait augmenté les traitements et les cadres de son personnel sans avoir sollicité les crédits nécessaires et, enfin, qu'elle ait attendu les derniers jours de l'année pour faire connaître à la Chambre une situation fautive à constater depuis longtemps et que la plus simple prévoyance eût empêchée de devenir aussi grave.

La commission du budget appelle la plus sérieuse attention de M. le ministre des travaux publics sur les observations précédentes, et lui demande de prendre les mesures les plus énergiques pour éviter à l'avenir le retour d'errements aussi regrettables et de nature à engager gravement la responsabilité ministérielle.

C'est nous réservant de ces observations que la commission du budget avait approuvé les crédits supplémentaires.

Malgré ces critiques véhémentes de M. Hervé-Mangon, ces fâcheux errements administratifs ont continué de plus belle. M. le baron de Soubeyran, après l'avoir démontré, a répondu à cette objection que les mêmes mécomptes se présentaient dans l'exploitation des autres Compagnies.

On nous dit que les mêmes mécomptes se rencontrent dans l'industrie privée et que les insuffisances de recettes, en présence de garanties d'intérêt, portent également atteinte aux ressources de l'Etat.

Je réponds que vous avez la possibilité de porter ces insuffisances à un compte d'attente, de façon à le mettre en regard des bénéfices futurs qui vous permettraient d'extirper le remboursement des garanties. D'ailleurs, lors du rachat des chemins de fer, cette somme figurera toujours à votre actif.

Pour les chemins de fer de l'Etat, il n'en est pas de même. Et c'est pourquoi lorsque vous avez voté les conventions, vous avez manqué de légèreté en conservant une exploitation de chemin de fer par l'Etat. Sans cette exploitation, vous seriez en mesure de supprimer le budget extraordinaire.

L'orateur a fait encore cette observation que, pour établir cet excédent de recettes de 2 millions et demi, il fallait négliger cette petite bagatelle des 500 millions de dépenses de premier établissement. De l'intérêt et de l'amortissement de ce capital, il n'est aucunement question. Neuf cents millions produiraient deux millions et demi d'intérêt. C'est encore un de ces placements de la République.

Le directeur général des chemins de fer, M. Picard, a eu une agréable expression pour justifier la confusion de tous les chapitres en un seul. Il s'agit, a-t-il dit, de donner de l'élasticité au budget du réseau de l'Etat. Pourquoi ne pas appliquer ce système au budget tout entier ? L'élasticité du chapitre de 3 milliards serait complète. Le vote du budget par chapitres a été considéré, en d'autres temps, comme une conquête de l'opinion libérale. Il fut rétabli à la fin de l'Empire. Il paraît que c'était un erreur, et qu'on ne connaissait pas les besoins d'élasticité qui se révélaient aujourd'hui.

Le commissaire du gouvernement a poussé plus loin que le rapporteur l'apothéose du réseau d'Etat, qui est le modèle de toutes les vertus et de tous les progrès. Il a malheureusement invoqué, à l'appui de sa thèse, l'exemple des pays qui jouissent aussi d'un réseau d'Etat. M. le baron de Soubeyran a répondu à cet argument :

L'honorable orateur du gouvernement a dit que l'exploitation des chemins de fer par l'Etat avait donné en Italie de bons résultats. Ces résultats ont été si mauvais que l'Italie vient de confier tous ses chemins de fer à l'industrie privée.

Quant à la Belgique, il a été établi que les insuffisances de son budget datent du jour où l'exploitation des chemins de fer a été confiée à l'Etat.

Avec l'exploitation par l'Etat, les questions économiques sont en perpétuelle ébullition, et ont une influence, souvent fâcheuse, et sur le tracé des lignes et sur le nombre des trains.

On nous dit que les mêmes mécomptes se rencontrent dans l'industrie privée et que les insuffisances de recettes, en présence de garanties d'intérêt, portent également atteinte aux ressources de l'Etat.

Je réponds que vous avez la possibilité de porter ces insuffisances à un compte d'attente, de façon à le mettre en regard des bénéfices futurs qui vous permettraient d'extirper le remboursement des garanties. D'ailleurs, lors du rachat des chemins de fer, cette somme figurera toujours à votre actif.

Pour les chemins de fer de l'Etat, il n'en est pas de même. Et c'est pourquoi lorsque vous avez voté les conventions, vous avez manqué de légèreté en conservant une exploitation de chemin de fer par l'Etat. Sans cette exploitation, vous seriez en mesure de supprimer le budget extraordinaire.

L'orateur a fait encore cette observation que, pour établir cet excédent de recettes de 2 millions et demi, il fallait négliger cette petite bagatelle des 500 millions de dépenses de premier établissement. De l'intérêt et de l'amortissement de ce capital, il n'est aucunement question. Neuf cents millions produiraient deux millions et demi d'intérêt. C'est encore un de ces placements de la République.

Le directeur général des chemins de fer, M. Picard, a eu une agréable expression pour justifier la confusion de tous les chapitres en un seul. Il s'agit, a-t-il dit, de donner de l'élasticité au budget du réseau de l'Etat. Pourquoi ne pas appliquer ce système au budget tout entier ? L'élasticité du chapitre de 3 milliards serait complète. Le vote du budget par chapitres a été considéré, en d'autres temps, comme une conquête de l'opinion libérale. Il fut rétabli à la fin de l'Empire. Il paraît que c'était un erreur, et qu'on ne connaissait pas les besoins d'élasticité qui se révélaient aujourd'hui.

Le commissaire du gouvernement a poussé plus loin que le rapporteur l'apothéose du réseau d'Etat, qui est le modèle de toutes les vertus et de tous les progrès. Il a malheureusement invoqué, à l'appui de sa thèse, l'exemple des pays qui jouissent aussi d'un réseau d'Etat. M. le baron de Soubeyran a répondu à cet argument :

L'honorable orateur du gouvernement a dit que l'exploitation des chemins de fer par l'Etat avait donné en Italie de bons résultats. Ces résultats ont été si mauvais que l'Italie vient de confier tous ses chemins de fer à l'industrie privée.

Quant à la Belgique, il a été établi que les insuffisances de son budget datent du jour où l'exploitation des chemins de fer a été confiée à l'Etat.

Avec l'exploitation par l'Etat, les questions économiques sont en perpétuelle ébullition, et ont une influence, souvent fâcheuse, et sur le tracé des lignes et sur le nombre des trains.

On a lu à ce sujet, ici même, les déclarations des hommes d'Etat belges les plus considérables.

L'exploitation des chemins de fer par l'Etat a obligé la Belgique à augmenter ses dépenses en permanence. Cette perspective ne vous effraye pas. Moi, je ne partage pas votre sentiment, et je crois que la Belgique et la France feraient bien de suivre l'exemple de l'Italie.

Quant à l'Allemagne, elle a obtenu avant tout la collaboration des industriels allemands à l'exploitation des chemins de fer. L'Allemagne a voulu d'abord organiser des réseaux stratégiques, puis favoriser son industrie au détriment des produits étrangers.

Nous verrons dans quelques années si ce système donnera tout ce qu'on en attend. Mais, à cette heure, l'industrie allemande, malgré ses abaissements de tarifs, est obligée de lutter avec des concurrents qui amènent en Allemagne les mêmes souffrances que nous subissons en France.

Repondant ensuite à cette observation que le crédit de l'Etat était supérieur à celui des Compagnies, l'orateur a ajouté :

Si ce crédit se présente aujourd'hui dans des conditions favorables, vous le devez aux conventions. Vous améliorerez encore ce crédit si vous vous épargnez la peine de vous procurer les sommes considérables dont vous avez besoin pour faire face aux dépenses des chemins de fer de l'Etat.

Il n'est pas indifférent pour un pays de réduire le nombre de ses emprunts. Or, pour les affaires du Tong-King et pour vos chemins de fer, vous serez obligés d'emprunter 240 millions par an.

M. le comte de Kergorlay a demandé : 1° que les 4,500,000 fr. des travaux complémentaires fussent portés au budget du réseau ; 2° que les dépenses d'exploitation, au lieu d'être confondues dans un seul chapitre de 23 millions, fussent divisées en cinq chapitres. On comprend aisément que ce gros chapitre unique de 23 millions est mis là pour empêcher le contrôle parlementaire d'exercer efficacement, et pour donner les coudecs-francs à toutes les fantaisies de l'administration.

Le rapporteur, M. Charles Ferry, s'est plaint qu'on montrait tant d'animadversion pour ce pauvre réseau d'Etat. Il s'est étonné qu'il fit tant de bruit pour un compte de quelques millions de francs.

M. le baron de Soubeyran est intervenu dans le débat. Le budget de 1885 se présentait avec un petit excédent de 2 millions et demi, il suffisait du moins de mécompte dans les produits du réseau de l'Etat pour détruire ce fragile équilibre.

Une des premières causes de la mauvaise administration du réseau d'Etat, c'est le manque de suite dans la direction.

Chaque ministre, dit l'orateur, a son système, chaque directeur a ses théories qu'il cherche à faire prévaloir.

Cela est si vrai que cette administration a été l'objet de critiques très sévères de la part de la commission du budget. Lorsque, le 6 juin dernier, le rapport de M. Hervé-Mangon, aujourd'hui ministre de l'Agriculture, venait en discussion, pourquoi n'avons-nous pas appelé votre attention sur ces critiques ? Les justes et très sévères ?

C'est parce que nous espérons que la discussion du budget des chemins de fer de l'Etat ne tarderait pas à venir devant vous, et que nous pensions que le gouvernement tiendrait à se disculper des reproches que lui adressait le rapport.

M. Hervé-Mangon démontrait combien étrangement on s'était trompé dans l'évaluation des recettes.

Il critiquait l'époque tardive du dépôt du budget supplémentaire, et voit ce qui, au lieu de nous servir, nous reste à exprimer le vif regret que l'administration ait eu devoir engager des dépenses supplémentaires aussi considérables avant d'avoir obtenu les ressources nécessaires pour les acquiescer ; qu'elle ait augmenté les traitements et les cadres de son personnel sans avoir sollicité les crédits nécessaires et, enfin, qu'elle ait attendu les derniers jours de l'année pour faire connaître à la Chambre une situation fautive à constater depuis longtemps et que la plus simple prévoyance eût empêchée de devenir aussi grave.

La commission du budget appelle la plus sérieuse attention de M. le ministre des travaux publics sur les observations précédentes, et lui demande de prendre les mesures les plus énergiques pour éviter à l'avenir le retour d'errements aussi regrettables et de nature à engager gravement la responsabilité ministérielle.

C'est nous réservant de ces observations que la commission du budget avait approuvé les crédits supplémentaires.

Malgré ces critiques véhémentes de M. Hervé-Mangon, ces fâcheux errements administratifs ont continué de plus belle. M. le baron de Soubeyran, après l'avoir démontré, a répondu à cette objection que les mêmes mécomptes se présentaient dans l'exploitation des autres Compagnies.

On nous dit que les mêmes mécomptes se rencontrent dans l'industrie privée et que les insuffisances de recettes, en présence de garanties d'intérêt, portent également atteinte aux ressources de l'Etat.

Je réponds que vous avez la possibilité de porter ces insuffisances à un compte d'attente, de façon à le mettre en regard des bénéfices futurs qui vous permettraient d'extirper le remboursement des garanties. D'ailleurs, lors du rachat des chemins de fer, cette somme figurera toujours à votre actif.

Pour les chemins de fer de l'Etat, il n'en est pas de même. Et c'est pourquoi lorsque vous avez voté les conventions, vous avez manqué de légèreté en conservant une exploitation de chemin de fer par l'Etat. Sans cette exploitation, vous seriez en mesure de supprimer le budget extraordinaire.

L'orateur a fait encore cette observation que, pour établir cet excédent de recettes de 2 millions et demi, il fallait négliger cette petite bagatelle des 500 millions de dépenses de premier établissement. De l'intérêt et de l'amortissement de ce capital, il n'est aucunement question. Neuf cents millions produiraient deux millions et demi d'intérêt. C'est encore un de ces placements de la République.

Le directeur général des chemins de fer, M. Picard, a eu une agréable expression pour justifier la confusion de tous les chapitres en un seul. Il s'agit, a-t-il dit, de donner de l'élasticité au budget du réseau de l'Etat. Pourquoi ne pas appliquer ce système au budget tout entier ? L'élasticité du chapitre de 3 milliards serait complète. Le vote du budget par chapitres a été considéré, en d'autres temps, comme une conquête de l'opinion libérale. Il fut rétabli à la fin de l'Empire. Il paraît que c'était un erreur, et qu'on ne connaissait pas les besoins d'élasticité qui se révélaient aujourd'hui.

Le commissaire du gouvernement a poussé plus loin que le rapporteur l'apothéose du réseau d'Etat, qui est le modèle de toutes les vertus et de tous les progrès. Il a malheureusement invoqué, à l'appui de sa thèse, l'exemple des pays qui jouissent aussi d'un réseau d'Etat. M. le baron de Soubeyran a répondu à cet argument :

L'honorable orateur du gouvernement a dit que l'exploitation des chemins de fer par l'Etat avait donné en Italie de bons résultats. Ces résultats ont été si mauvais que l'Italie vient de confier tous ses chemins de fer à l'industrie privée.

Quant à la Belgique, il a été établi que les insuffisances de son budget datent du jour où l'exploitation des chemins de fer a été confiée à l'Etat.

Avec l'exploitation par l'Etat, les questions économiques sont en perpétuelle ébullition, et ont une influence, souvent fâcheuse, et sur le tracé des lignes et sur le nombre des trains.

On a lu à ce sujet, ici même, les déclarations des hommes d'Etat belges les plus considérables.

L'exploitation des chemins de fer par l'Etat a obligé la Belgique à augmenter ses dépenses en permanence. Cette perspective ne vous effraye pas. Moi, je ne partage pas votre sentiment, et je crois que la Belgique et la France feraient bien de suivre l'exemple de l'Italie.

Quant à l'Allemagne, elle a obtenu avant tout la collaboration des industriels allemands à l'exploitation des chemins de fer. L'Allemagne a voulu d'abord organiser des réseaux stratégiques, puis favoriser son industrie au détriment des produits étrangers.

Nous verrons dans quelques années si ce système donnera tout ce qu'on en attend. Mais, à cette heure, l'industrie allemande, malgré ses abaissements de tarifs, est obligée de lutter avec des concurrents qui amènent en Allemagne les mêmes souffrances que nous subissons en France.

Repondant ensuite à cette observation que le crédit de l'Etat était supérieur à celui des Compagnies, l'orateur a ajouté :

Si ce crédit se présente aujourd'hui dans des conditions favorables, vous le devez aux conventions. Vous améliorerez encore ce crédit si vous vous épargnez la peine de vous procurer les sommes considérables dont vous avez besoin pour faire face aux dépenses des chemins de fer de l'Etat.

On nous dit que les mêmes mécomptes se rencontrent dans l'industrie privée et que les insuffisances de recettes, en présence de garanties d'intérêt, portent également atteinte aux ressources de l'Etat.

Je réponds que vous avez la possibilité de porter ces insuffisances à un compte d'attente, de façon à le mettre en regard des bénéfices futurs qui vous permettraient d'extirper le remboursement des garanties. D'ailleurs, lors du rachat des chemins de fer, cette somme figurera toujours à votre actif.

Pour les chemins de fer de l'Etat, il n'en est pas de même. Et c'est pourquoi lorsque vous avez voté les conventions, vous avez manqué de légèreté en conservant une exploitation de chemin de fer par l'Etat. Sans cette exploitation, vous seriez en mesure de supprimer le budget extraordinaire.

L'orateur a fait encore cette observation que, pour établir cet excédent de recettes de 2 millions et demi, il fallait négliger cette petite bagatelle des 500 millions de dépenses de premier établissement. De l'intérêt et de l'amortissement de ce capital, il n'est aucunement question. Neuf cents millions produiraient deux millions et demi d'intérêt. C'est encore un de ces placements de la République.

Le directeur général des chemins de fer, M. Picard, a eu une agréable expression pour justifier la confusion de tous les chapitres en un seul. Il s'agit, a-t-il dit, de donner de l'élasticité au budget du réseau de l'Etat. Pourquoi ne pas appliquer ce système au budget tout entier ? L'élasticité du chapitre de 3 milliards serait complète. Le vote du budget par chapitres a été considéré, en d'autres temps, comme une conquête de l'opinion libérale. Il fut rétabli à la fin de l'Empire. Il paraît que c'était un erreur, et qu'on ne connaissait pas les besoins d'élasticité qui se révélaient aujourd'hui.

Le commissaire du gouvernement a poussé plus loin que le rapporteur l'apothéose du réseau d'Etat, qui est le modèle de toutes les vertus et de tous les progrès. Il a malheureusement invoqué, à l'appui de sa thèse, l'exemple des pays qui jouissent aussi d'un réseau d'Etat. M. le baron de Soubeyran a répondu à cet argument :

L'honorable orateur du gouvernement a dit que l'exploitation des chemins de fer par l'Etat avait donné en Italie de bons résultats. Ces résultats ont été si mauvais que l'Italie vient de confier tous ses chemins de fer à l'industrie privée.

Quant à la Belgique, il a été établi que les insuffisances de son budget datent du jour où l'exploitation des chemins de fer a été confiée à l'Etat.

aux au jeu bien connu du tourniquet. Au bout de quelque temps l'homme avait perdu un nombre considérable de litres de vin qu'il se refusait à payer. Ses allures avaient semé louches.

A demi-ivre, il avait raconté tout en jurant qu'il venait de vendre ses pommes de terre « par occasion », et il avait offert sa marchandise à un prix bien au-dessous de sa valeur.

Devant les menaces qu'on lui fit d'aller chercher les gardiens de la paix, il finit par payer sa dette et il alla se retirer avec sa volute de pommes de terre.

On l'arrêta. Il paraît qu'il avait volé volute et pommes de terre.

Il est au Dépôt.

Il a juré qu'une autre fois, avant de débiter des pommes de terre, il s'enquerrait exactement de leur valeur.

Chute mortelle de cheval. — Lundi matin, M. le lieutenant-colonel Simon, chef de la première légion, à Lille, faisait sa promenade habituelle suivi de son ordonnance et de quelques gendarmes.

Il montait pour la première fois une jeune très ombrageuse, qui n'avait pas encore été essayée par son ordonnance. A la porte de Dunkerque, près de la passerelle, la jument fit un écart, et le cavalier lancé contre la bordure du trottoir se fendit le crâne. Le sang coulait à flots.

Le colonel expirait une heure après sans avoir repris connaissance.

Affreux accident. — Plusieurs ouvriers extrayaient de la marne, dans la commune de Barnot (Seine-Inférieure).

L'un d'eux avait eu la malheureuse idée de faire brûler de la paille, sous prétexte de faire brûler l'air qui manquait.

Samedi, deux ouvriers descendant pour travailler, mais se font aussitôt remonter. L'air n'est pas respirable. Un troisième veut néanmoins descendre; il tombe asphyxié.

Courageux journalier n'hésite pas à descendre dans la marne; mais il tombe asphyxié avec des cordes, mais il tombe. Un instant après, à la suite des plus grands efforts, on ramenait deux cadavres.

Suicide en chemin de fer. — Un jeune homme de vingt ans, né à Salva, s'est suicidé hier dans le train qui arrive à Albi (Tarn) à sept heures et demie du soir. Il s'est tiré un coup de revolver dans la tête à quelques kilomètres de la ville.

Il venait d'être chassé de l'école d'agriculture de Montpellier, et il redoutait la colère de ses parents.

Vol d'un sac de dépêches. — Le sac des dépêches de la poste aux lettres de Soissons (Aisne), a été égaré dimanche, et toutes les lettres qui contenaient des valeurs ont été soustraites; les autres ont été trouvées sur le chemin de la gare à la ville. C'est à la gare que le vol a été commis.

LES TABLETTES DU DOCTEUR

HYGIÈNE DE LA TOILETTE

Cosmétiques

III

COSMÉTIQUES GRAS. — Les cosmétiques gras ont toujours été employés. Dans les gymnases antiques on pratiquait des onctions sur tout le corps avec des huiles, des graisses. Les athlètes ne manquaient pas de se faire frotter d'huile avant de se livrer à leurs exercices; ils rendaient ainsi leurs muscles plus souples, et prévenaient de l'engourdissement leurs cuisses et leurs jambes.

On n'emploie guère aujourd'hui les onctions générales. C'est cependant une excellente pratique de masser tout le corps avec des mains enduites de quelques gouttes d'huile d'olive parfumée, après s'être frotté avec de la paille froide et avoir fait des frictions assez énergiques. On assouplit ainsi la peau, on la préserve du froid et on ne gêne pas la transpiration cutanée, la peau étant toujours tenue dans un excellent état de propreté.

Un soldat d'Auguste, interrogé sur la cause de sa longévité: «*Intus cino, cutus oleo*», répondit-il. «*Intérieur du vin; à l'extérieur de l'huile*». Nous n'avons rien à y redire, à condition qu'on use du tout modérément.

Les femmes du monde emploient beaucoup le *cold-cream* et la *pommade de camomille*. Cette dernière contient du baume de tolu, ce qui l'empêche de rancir trop vite. Ces deux cosmétiques gras ne sont pas nuisibles, et rien n'empêche que Madame ou Mademoiselle en passe, le soir, en se couchant, une légère couche sur ses lèvres qui se gercent, ou sur un vilain bouton qui pousse au beau milieu du visage, ou sur les mains que le froid rend légèrement rugueuses. Nous ferons souvent la recommandation de ne se procurer qu'une petite quantité à la fois de l'une ou l'autre de ces pommades, afin de l'avoir toujours bien fraîche.

Feuilleton de la Patrie

DU 9 JUILLET (6)

LA PETITE MARTE

HISTOIRE PARISIENNE

X

Cependant, Claude Martel avait pénétré sous le vestibule.

En proie à une émotion contre laquelle il eût vainement tenté de réagir, il parcourait lentement le rez-de-chaussée du château.

A mesure qu'il avançait, il formait les fenêtres sur son passage, comme pour mieux s'enfermer lui-même avec ses souvenirs.

Voici la salle à manger, boisée de vieux chêne, meublée en vieux chêne. L'écho devait avoir gardé quelque écho de son rire enfantin, lorsque, au sortir des mains de Julie, son premier professeur de maintien, il avait été admis, vers quatre ans, à la table de famille.

Mais depuis, comme il avait expié cruellement ce rire perlé de l'enfance...

Au salon, une vaste pièce tendue de vieilles tapisseries et dont les meubles disparaissaient sous des housses protectrices, il se découvrait pieusement devant

Reproduction interdite aux journaux n'ayant pas traité avec la Société des gens de lettres.

La *Pommade rosat* s'emploie beaucoup aussi contre les gercures des lèvres. On la prépare avec du beurre, de l'huile d'amandes douces, on la colore avec de la racine d'orcanette et on l'aromatise avec de l'essence de roses. Cette pommade ne peut qu'être utile.

COSMÉTIQUES INERTES. — Ce sont les meilleurs, ceux, par conséquent, dont on peut user sans crainte. Ils sont destinés à prévenir les excoérations de la peau, ou à nettoyer les mains. Les plus employés sont les suivants:

L'Amidon. Cette substance blanche et sèche adoucit et rafraîchit la peau, lorsqu'elle a été réduite en poussière très fine et qu'elle a été préparée avec de la farine très saine. Il faut se méfier de l'amidon de commerce, qui est presque toujours préparé avec de la farine gâtée, et qui ne peut, évidemment, avoir la même valeur. Employez de préférence l'amidon non parfumé.

La Farine de riz. — Préparée avec des grains très sains, bien mondés et blancs, elle se présente sous l'aspect d'une poudre aussi tenue que possible. Elle a les mêmes propriétés que l'amidon. Il serait préférable de se servir de poudre de riz non parfumée; mais si on tient absolument à ce qu'elle soit imprégnée d'une odeur agréable, demandez celle où les essences aromatiques entrent dans de très faibles proportions. Ces essences la rendent, en effet, un peu irritante. Il faut éviter surtout d'ajouter de la *poudre d'iris*, celle-ci ayant une action irritante assez marquée. Bien entendu qu'on ne doit jamais ajouter de la *caféine*, ce que l'on fait cependant quelquefois. La caféine ou carbonate de plomb est un poison; on mêle donc une substance toxique à une autre essentiellement inoffensive.

Le Lycopode. — Cette poudre est employée surtout chez les enfants, et elle rend dans les premières années de la vie les plus grands services. Une application nouvelle, après de fréquents lavages de propreté, prévient les excoérations, les crevasses, les gercures, auxquelles les enfants sont prédisposés à cause de la finesse de leur peau. La poudre de lycopode est aussi très utile aux grandes personnes qui sont trop grasses, surtout pendant l'été. Ces personnes, en effet, transpirent ordinairement beaucoup; la sécrétion cutanée étant très irritée, développe sur certaines parties du corps un érythème fort gênant et à certains moments douloureux. Une grande propreté et beaucoup de poudre de lycopode suffisent pour se débarrasser de cette rougeur, ou, du moins, permettent de ne pas s'en trouver trop incommodé.

La poudre de lycopode est une poussière jaune, très fine, très légère, inodore et insipide, provenant des sporanges (1) de la plante nommée lycopode et qui appartient au genre des végétaux cryptogames. Cette poudre est très inflammable, ce qui lui a fait donner aussi le nom de *soufre végétal*; c'est à cause de cette propriété qu'on l'emploie dans les feux d'artifice. On s'en sert encore, en pharmacie, pour rouler les pilules et empêcher qu'elles n'adhèrent les unes aux autres.

La Pâte d'amandes. On fait surtout usage de cette pâte pour enlever des traces de matières étrangères. La pâte d'amandes la plus connue et la plus employée est celle que l'on obtient en mélangeant de la poudre d'amandes amères, du miel, de l'huile d'amandes douces, ou d'olive et des essences. Elle rend la peau beaucoup plus douce et plus souple. Surtout, elle ne fait pas de mal, car on l'accuse de jaunir un peu la peau.

On peut préparer une autre pâte d'amandes de la manière suivante:

Amandes douces pulvérisées 100 gr.
Farine de riz 100 —
Lait de Florence 100 —
Acajou pulvérisé 20 —
Savon en poudre 20 —
Essence de roses quant. suf.

Métez exactement.
Cette pâte très émolliente assouplit et rafraîchit non seulement les mains, mais encore toutes les autres parties du corps qui, pour une raison ou pour une autre, peuvent réclamer l'emploi des adoucissants.

(A suivre). D^r H. VIGOUROUX.

(1) Les sporanges sont des vésicules distinctes, séparables, dans lesquelles les spores ou corpuscules producteurs des cryptogames sont contenus en nombre variable.

les portraits de son père et de sa mère, jeunes tous les deux, tous les deux radieusement beaux, à l'époque où la destinée brutale les avait fauchés du même coup.

Claude Martel resta longtemps recueilli dans le sentiment de ce malheur, source première des malheurs de toute sa vie.

La bibliothèque, dont les rayons exhalaient une forte odeur de moissure, ne le réjouit que quelques instants.

Alors, il revint sur ses pas, ralentissant sa marche et s'attardant devant chaque objet, suivant le cours de ses réflexions.

Dans toutes les cheminées brûlaient d'énormes souches de pin, le jardinier ayant eu soin d'entretenir le feu partout, jour et nuit, depuis l'annonce de son arrivée.

Claude Martel rentra dans la salle à manger, quand la porte du vestibule s'ouvrit timidement.

Monsieur, murmura Mathurine, j'ai fait votre lit dans la chambre, où premier, à gauche au fond du corridor.

— Très bien! je vous remercie.

— Maintenant, monsieur, pour vous éclairer, vous avez ici, sur la cheminée de la salle à manger, deux lampes qui marchent d'un charme, quand on les tourne.

— Et puis, dans le vestibule, il y a un bougeoir avec des allumettes.

— Encore une fois, merci, Mathurine.

— Enfin, monsieur, je voulais vous dire: y a aussi des œufs pour l'omelette.

— Je n'ai pas faim, ma brave femme, et je crois que je n'aurai pas lieu, ce soir, de recourir à votre obligeance.

— En tout cas, monsieur, ben votre servante de tout mon cœur; je vous salue! dit Mathurine en se retirant discrètement.

Claude Martel sortit presque sur les pas de la jardinière. Le jour commençait à baisser. Il avait hâte d'accomplir au parc son triste pèlerinage.

Comme des massifs en friche et embroussaillés, comme ce feuillage de branches mortes et dépouillées, étaient en complète harmonie avec la désolation de

CHRONIQUE JUDICIAIRE

Et la loi sur la presse?

Le journal *l'Avenir de Lot-et-Garonne* avait publié contre le juge de paix du canton de Beaulieu (Lot-et-Garonne), M. Lollère, une série d'articles dans lesquels ce magistrat était accusé d'avoir commis plusieurs délits dans l'exercice de ses fonctions.

Une information fut ouverte par les chefs hiérarchiques de M. Lollère, et naturellement il fut reconnu que les faits allégués par *l'Avenir de Lot-et-Garonne* étaient complètement faux. Le contraire nous eût étonnés.

Ces messieurs étaient juges et parties. Dans ces circonstances, M. Lollère a pour suivi devant le tribunal correctionnel d'Agen, pour dénonciation calomnieuse, le gérant de ce journal. Mais celui-ci a déclaré la compétence de la juridiction correctionnelle, soutenant que, s'il avait commis un délit, c'était non pas le délit de dénonciation calomnieuse, mais celui de diffamation à l'égard d'un fonctionnaire public, et que, par suite, il était justiciable de la cour d'assises.

Rien de plus évident.

L'article 47 de la loi du 29 juillet 1881, sur la presse, justifiant ses prétentions.

Le tribunal correctionnel rejeta l'exception proposée de ce chef, et le prévenu fut appelé. Mais la cour d'Agen, conformément aux conclusions de M. Chaumé, avocat de M. Lollère, partie civile, — conclusions appuyées par l'avocat général, — a confirmé la décision des premiers juges.

Nous relevons les attendus de l'arrêt; ils ont une importance qui n'échappera à aucun de nos confrères:

« Attendu, dit notamment l'arrêt, que certains des faits ci-dessus, pris isolément, constituent, sans doute, des délits de Lollère, des diffamations soit à raison de sa vie privée, soit à raison de ses fonctions; mais que, des faits pris dans leur ensemble, il résulte que Combes, gérant de *l'Avenir de Lot-et-Garonne*, a adressé spontanément à M. le garde des sceaux un ou plusieurs écrits dans lesquels Lollère est accusé de délits entraînant des peines correctionnelles et de manquements graves à ses devoirs, l'exposant à des peines disciplinaires;

« Qu'en effet, l'envoi sous pli recommandé d'un caractère de spontanéité incontestable;

« Que d'autre part, il est constant en jurisprudence que le ministre de la justice, supérieur hiérarchique de Lollère, doit être considéré comme rentrant dans la catégorie des autorités désignées dans l'article 373 du Code pénal; qu'il importe peu que l'écrit soit manuscrit ou imprimé, la loi ne faisant aucune distinction à cet égard;

« Qu'il n'y a pas davantage à se préoccuper de la publicité donnée à l'écrit contenant la dénonciation, la clandestinité n'étant pas une condition essentielle du délit;

« Que ces divers points étant ainsi précisés, tous les autres éléments de la dénonciation calomnieuse se dégagent des termes de la citation avec une évidence qu'il est inutile de faire ressortir;

« Attendu que la dénonciation calomnieuse est un délit dont les tribunaux correctionnels doivent connaître en vertu du principe général posé dans l'article 179 du Code d'instruction criminelle;

« Attendu que, par son article 45, la loi du 29 juillet 1881 n'attribue expressément à la juridiction de la cour d'assises que les crimes et délits qu'elle a prévus;

« Que cette exception à la règle générale ne peut pas être étendue au delà de la limite fixée par le législateur.

Qu'il faut nécessairement en conclure que les délits dont la loi du 29 juillet 1881 ne s'est pas occupée, et la dénonciation calomnieuse est de ce nombre, restent soumis aux règles ordinaires du droit.

Comme byzantinisme, c'est assez joli. Nous jugeons inutile de commenter cette énormité judiciaire. Nous la livrons aux réflexions de nos confrères.

Vous vous rappelez la pittoresque définition qu'Alphonse Karr a donnée du crachoir:

« Petit instrument autour duquel on crache ».

Il y a de singulières analogies; et quelque irrévérencieuse que soit la comparaison, nous n'avons pas pu nous empêcher de la faire en pensant à cette pauvre loi de juillet 1881, autour de laquelle les cours et les tribunaux appiquent.

M^r Jules Le Berquier, le sympathique bâtonnier de l'ordre des avocats de Paris, a adressé la lettre suivante à ses confrères:

« Mes très chers confrères,

« Le titre de bâtonnier, que vos indulgents suffrages m'ont confié, me rappelle, restera le plus grand honneur de ma vie.

« L'usage et votre amitié, plus encore que mon dévouement sincère aux choses de l'Ordre, m'eussent peut-être, une seconde année, maintenu à votre tête, mais mon état de santé ne me permet pas, hélas! d'assumer plus longtemps ce glorieux fardeau et d'imposer un repos momentané, qui, sans méconnaître du Palais, me sera

son âme!... Et pourtant, par l'imagination, le reconstituait la joie de la nature, la fête du printemps avec la verdure et les fleurs, qui, six ans auparavant, servait de cadre à son bonheur si vite brisé.

L'aspect délabré du petit bateau le plongeait surtout dans une longue méditation. Cet esquif échoué là, misérablement, n'était-ce pas l'emblème exact de sa vie?

Et ce qui le déplorait dans le naufrage, c'était le meilleur de lui-même, la riche cargaison d'illusions et d'espérances, tout le trésor de son âme entassé follement sur une frêle barque!...

Mais la douleur est un bain fortifiant et salutaire au cœur de l'homme, quand elle n'a pas le remords pour compagnon. A mesure que Claude Martel s'enfonçait dans le passé, il y puisait, avec la conscience de sa probité, une énergie nouvelle et inconnue. Une réaction puissante s'opérait en lui.

Au lieu de se dérober comme naguère aux poignants souvenirs, ils lui affaiblissaient bravement. Il épuisait la coupe d'amer, jume avec du viril délice, et il lui semblait que, combattus corps à corps, sur le terrain même où elles avaient pris naissance, ces désolantes réalités se dissipaient peu à peu comme des fantômes.

En pourant au château, Claude Martel avait recouvré un calme relatif.

La nuit tombait.

Il alluma une lampe et monta au premier étage.

Puis, d'une main fébrile encore mais dominée par une résolution ferme, il introduisit une clef dans la serrure de la porte si longtemps fermée.

Mais à peine l'eut-il entrouverte, qu'il recula, malgré lui, à demi asphyxié par l'odeur nausabonde et ténébreuse qui s'exhalait de l'intérieur.

— Courage! se cria-t-il mentalement à lui-même... Le passé est bien mort!... De l'air, de l'air ici, comme dans mon cœur!...

Il ouvrit les fenêtres et ressortit précipitamment, pour laisser à l'œuvre de purification le temps de s'accomplir.

Au bout de quelques instants, il rentra

cependant plus lourd à supporter que le poids des fonctions que je quitte.

« Je remercie donc, mes chers confrères, avec moins d'inquiétude que de regrets les intérêts de l'Ordre entre vos mains, et je vous prie de bien vouloir agréer, avec mes sentiments d'inaltérable affection, la nouvelle expression de ma profonde gratitude.

» JULES LE BERQUIER.

« Paris, 3 juillet 1885. »

« M^r Le Berquier, néanmoins, ne tardera pas, espérons-le, à reprendre à la barre la place distinguée qu'il y occupe depuis si longtemps.

Le procès de Francfort

Le jury de Francfort a condamné Lieske, l'assassin du conseiller Rumpf, à la peine de mort.

Il a, en effet, été prouvé que l'accusé était affilié à la conspiration anarchiste; qu'il faisait une propagande des plus actives en faveur des idées de Jean Most, qui, dans son journal, la *Freiheit*, prêchait ouvertement l'assassinat des autorités; qu'en outre, à la veille de l'assassinat du conseiller de police Rumpf, il s'était engagé des moindres détails de la vie privée de ce fonctionnaire, de son adresse et de ses allées et venues; qu'au lendemain de l'assassinat il avait disparu de Francfort.

Le surlendemain, il a été surpris muni de faux papiers, et au moment de son arrestation, il avait à la main droite une large blessure faite évidemment avec un instrument à double tranchant, un couteau de cordonnier, probablement, arme qui avait servi aussi à l'assassinat de M. Rumpf.

Enfin, ce qui semble confirmer la culpabilité de l'accusé, c'est le fait qu'à la vue des gendarmes il a pris la fuite et que, poursuivi par eux, il a tiré deux coups de revolver sur les agents de la sûreté.

Pour toutes ces causes, le jury a reconnu Lieske coupable d'assassinat perpétré sur la personne du conseiller de police Rumpf et de tentative de meurtre commise contre les gendarmes.

L'accusé a été condamné à mort, comme assassin, et à quatre ans de travaux forcés et à la perte de ses droits civils pendant dix ans pour la tentative de meurtre.

Cette double condamnation s'explique par le principe qu'établit le code pénal allemand, que, dans le cas de plusieurs crimes concurrents, chacun reçoit sa punition spéciale, qui est appliquée quand même une révision du jugement amènerait un acquiescement sur d'autres points d'accusation.

AVIS ET COMMUNICATIONS

Quelle étude intéressante que ce roman si parisien, si sincère, si véridique: *La Vache enragée*, qu'Emile Goudeau vient de faire paraître chez Olendorf, et comme ils sont vrais les types divers qu'il nous dépeint. (Voir aux annonces).

GAZETTE THÉÂTRALE

Ce soir, au théâtre du Château-d'Eau, première représentation de la *Monte et de la démonte*, opéra-bouffe en trois actes, paroles de MM. Paul Burani et Pierre Richard, musique de M. Lucien Poujade, avec la distribution suivante:

Marquis de Caraman... Mlle G. Lecomte
Mlle Ritz, calife... MM. Huguenot
Glafor, grand vizir... Scipion
Ali, corsaire... Gobereau
Le Moezzin... Roberty
Ramadès... Etienne
Bad-Aboum-Bey... Bartet
Beni-Cheick-Cheick... Ste. hen
Un corsaire... Ingh. berl
Mourad... Guille
Un chabellan... Charlet
Schéhérazade... Mmes Dorlan
Dinarzade... Riba
Fatma... Billy

On a peut-être remarqué que le Châtelet figurait pas parmi les théâtres devant ouvrir gratis leurs portes au public du 14 juillet.

On nous affirme que plusieurs membres de la Commission des fêtes avaient freiné d'épouvante à l'idée seule que l'Assommoir serait offert au peuple de Paris le jour de la fête nationale.

Mais une démarche de M. Floury auprès du président du conseil municipal, et une visite de M. Buisson à M. Deschappelles, ont suffi pour aplacer la difficulté.

L'Assommoir sera joué gratis, le 14 juillet, à une heure.

Un important début à signaler au concert des Ambassadeurs: celui de la famille Elton.

Rien de plus émouvant que le travail de ces artistes extraordinaires.

Les prix invraisemblables de bon marché cités ci-dessous ainsi que ceux faits à la maison, nous maintiendront seuls pendant 3 jours, samedi 14, dimanche 15 et lundi 16 juillet.

10 et 12, rue du Faubourg Montmartre.

Les grands magasins Ad. Godchaux, 10 et 12 faubourg Montmartre, préparent comme fin de saison, pour le samedi 14, dimanche 15 et lundi 16 juillet, une mise en vente extraordinaire à prix très réduits.

Tout le monde connaît les principes de cette importante manufacture de vêtements, qui cède tous ses articles en détail aux mêmes prix qu'en gros. Parmi les réductions les plus importantes sur les cours ordinaires citons:

Les pantalons molletonnés qualité extra, vendus pendant toute la saison 10 francs, baissés à 4 fr. 75.

Une affaire de *Pure-Pousière* en belle toile sera baissée à 14 francs au lieu de 22 francs.

Un solde de gilets piqués anglais, haute nouveauté, vendus partout 13 francs, baissés à 4 fr. 50.

Un lot de pantalons vendus partout 25 francs, sera baissés à 15 francs.

Les vestons alpaga entièrement doublés en même étoffe à 7 fr. 50. Les jaquettes alpaga à 10 francs. Des complets classe pour hommes, avec carter assorti baissés à 11 francs.

Des blouses à pois en beau drapet données à 10 francs au lieu de 18 francs.

Il vient de nous rentrer de fabrique une nouvelle affaire de *Complètes hommes*, 4 fr. 90, en toile pur fil; des vestons pareils à 2 fr. 60.

Un lot de *Complètes* toile nationale toutes tailles à 7 fr. 90.

Des vareuses à 7 fr. 50 et à 12 francs. Les *Complètes* réclame à 35 et 33 francs, en beau drap nouveau ou diagonale Roubaix pure laine.

Le *Pardessus* réclame à 40 francs. Parmi les articles les plus avantageux pour enfants citons:

Un *Solde* de blouses coutil ou toile unie ou fantaisie, vendues toute la saison 12 et 13 francs, baissés à 5 fr. 25. Des *Martins* en beau drap bleu avec écharpe et broderies, vendus partout 25 fr., baissés à 9 fr. 90. Un *Solde* de costumes coutil tous genres, sera baissés au prix incroyable de 9 fr. 75. Il reste encore quelques *Blouses à pois* réclame, à 12 francs.

Les prix invraisemblables de bon marché cités ci-dessous ainsi que ceux faits à la maison, nous maintiendront seuls pendant 3 jours, samedi 14, dimanche 15 et lundi 16 juillet.

10 et 12, rue du Faubourg Montmartre.

vous l'avez endossé, le billet est bon! Et je vais donc enfin te revoir, mon cher clo...! ajouta-t-elle subitement suffoquée par l'émotion, au début d'une apostrophe sentimentale.

Sans même prendre le temps de dépouiller son costume de voyage, ce costume simple et solide qui avait exercé un si faible prestige sur le couple Mathurin, Claude Martel passa dans son atelier.

C'est la surtout qu'il se sentait plus intimement chez lui. Jusque-là, dans ce sanctuaire de l'étude et du recueillement, deux aimables consolations, la peinture et la sculpture, avaient sollicité tour à tour sa fantaisie d'artiste-amateur très bien doué.

Mais aujourd'hui, pour la première fois, il pénétrait dans la vaste pièce, l'esprit non seulement allégé de préoccupations moroses, mais, au contraire, aiguillonné par une pointe de crânerie, dont il était lui-même tout surpris.

— Maintenant, pensa-t-il en se frottant les mains avec une satisfaction énergique... maintenant à l'atelier, comme on va travailler pour de bon!

Un buste de la petite Marthe et un portrait d'elle, en pied et en jupon court, trônaient dans le jour le plus favorable sur des chevalets d'honneur.

C'est sur eux que le regard de Claude Martel se reposa tout d'abord.

